

**Motion adoptée par le Sénat italien**  
**pour l'établissement d'un nouveau Bretton Woods**  
**lors du G20 de Pittsburgh**

---

*Motion 1-00171, introduite le 21 juillet et adoptée en séance plénière le 28 juillet 2009*

---

Le Sénat

Attendu que,

Du 8 au 10 juillet 2009 s'est tenu le sommet du G8 à L'Aquila, qui a donné lieu à un important moment de confrontation entre les dirigeants des principaux pays au niveau international ;

Le sommet représente un succès significatif pour l'Italie, rendant hommage à tous les courants qui ont concouru à son organisation et particulièrement aux institutions gouvernementales ; il fait aussi acte du grand sens de responsabilité de presque toutes les forces politiques italiennes ;

Pendant le semestre de la présidence italienne du G8, le gouvernement, et en particulier le ministre de l'Economie et des finances, a promu un processus de discussion et de confrontation avec les gouvernements des autres pays membres au sujet de la nécessité d'une réforme incisive du système financier et économique mondial qui, suite à la crise, continue de secouer l'économie mondiale et provoque la hausse du chômage, la perte des capacités productives et la perturbation de tous les secteurs, et surtout les plus fragiles, y compris dans notre propre pays ;

Le processus de discussion, lancé par le gouvernement afin d'identifier une série de principes constituant la base du « Lecce Framework » adopté par les ministres des finances du G8 le 13 juin à Lecce, rend particulièrement hommage à notre pays. Le « Lecce Framework » est cité dans le communiqué officiel du G8 comme base de l'élaboration ultérieure des mesures nécessaires à l'établissement de nouvelles règles pour l'économie mondiale, afin d'éviter qu'au final ne se répète les pratiques financières ayant engendré les bulles spéculatives de ces dernières années et leurs conséquences dramatiques sur l'économie réelle ;

En fait, le processus de financiarisation de l'économie mondiale, à partir des Etats-Unis et des pays européens, a commencé il y a presque quatre décennies, essentiellement depuis le décrochage du dollar de l'or suivi d'un processus de déréglementation qui a eu pour effet de déplacer les investissements vers les activités financières à court terme et d'amputer d'autant plus les capitaux des activités plus productives. Une succession de bulles spéculatives, sur les obligations d'Etats, sur la soi-disant « nouvelle économie », puis sur les

titres hypothécaires, ont amené dans ces derniers mois, l'ensemble du système financier et monétaire mondial au bord de l'effondrement ;

La réponse à cette crise, menée par les principaux gouvernements s'est presque entièrement consacrée à la stabilisation du secteur bancaire et financier, avec des sommes déboursées par les banques et les initiatives législatives des seuls pays industrialisés atteignant le chiffre stupéfiant de dizaines de milliers de milliards de dollars, sans pouvoir arrêter l'hémorragie de l'emploi et du bien être des populations ;

Les principes énoncés par le « Lecce Framework », provisoires et devant servir de bases pour une discussion plus large, se concentrent sur les règles de transparence pour les institutions financières, sur l'accroissement de la vigilance, sur la lutte contre les paradis fiscaux et la stabilité du système ;

Ces principes, bien qu'importants pour garantir la stabilité, ne sont qu'une partie des mesures qu'il faudrait adopter pour mettre fin au processus de financiarisation qui a caractérisé l'économie mondiale dans ces dernières décennies ;

En fait, face à la crise, il y a deux possibilités : procéder à une correction durcissant certaines règles pour le monde financier et économique, mais sans réaliser un changement de fond dans l'organisation de ces dernières années ; ou alors amener ces réformes au niveau du changement de système, éliminant les pathologies qui ont conduit à cette crise. Ce concept est aussi celui du ministre de l'Economie, Giulio Tremonti, qui a demandé un nouveau système « basé sur l'éthique » ;

Au mois de février 2009, le sénat de la République a discuté une série de motions sur le thème du « nouveau Bretton Woods » (voir les motions 1-00029, Peterlini et al., 1-00032, Morando et al., 1-00035, Bricolo et al., 1-00036, Baldassarri et al., e 1-00033, Lannutti et al.) c'est-à-dire d'une réorganisation du système monétaire et financier international qui permette d'enrayer les effets immédiats de la crise et de poser les bases d'une économie saine et non spéculative à l'avenir ;

Parmi les points essentiels du Nouveau Bretton Woods se trouve :

1. La réorganisation du système financier devra suivre le modèle de redressement judiciaire dans lequel les dettes spéculatives (les dérivés et les « titres toxiques ») seront annulées afin de sauver, jusqu'à un certain montant, les investissements des petits épargnants et de garantir le financement des activités essentielles de l'économie réelle. Il est nécessaire de rétablir la séparation entre les banques ordinaires et commerciales, bloquant à la base le mélange entre la pure spéculation et les activités de l'économie réelle ;

2. De nouvelles règles devront garantir la stabilité nécessaire pour la production et le commerce international : a. des taux de changes décidés par voie de traité (« fixed exchange rates »), évitant ainsi les oscillations spéculatives des marchés ; b. un contrôle des transferts de capitaux spéculatifs (« capital controls »), favorisant les investissements à long terme dans l'économie productive ;

3. Un système de crédit plutôt qu'un système purement monétaire garantissant des investissements à bas taux d'intérêts et long terme dans les infrastructures, l'industrie et la haute technologie (« productive credit ») afin de rompre avec la tendance de ces dernières décennies qui encourage la recherche du profit au détriment de l'activité productive ;

Malgré l'attention accordée à ce thème lors des rencontres internationales, et particulièrement lors du G20 du 1er avril à Londres et du récent G8 à L'Aquila, les réformes proposées dans ces instances n'atteignent pas le niveau de réforme systémique ;

En effet, les mécanismes qui sont à la base de la spéculation, et qui sont à la base du divorce entre les mouvements financiers et les activités réelles, n'ont pas été discutés : la titrisation, qui rompt le lien entre les institutions financières et les clients, permet aux banques et à la communauté financière en général, d'utiliser les dettes contractées par les citoyens comme monnaie d'échange sur un marché ayant pour seul but de chercher des sources de profit grâce à des effets de levier exaspérants. L'utilisation des instruments dérivés, destinés initialement à servir de protection pour les agriculteurs, est devenue l'élément central d'une bulle spéculative si grande qu'elle se compte en milliers de milliards, au point d'être plusieurs fois supérieure à l'activité de l'économie réelle ;

Bien qu'il soit essentiel de réglementer tous les instruments financiers, pour changer l'orientation de l'économie il ne suffit pas seulement de disposer d'informations plus approfondies, d'avoir des critères d'encadrement des rémunérations et de renforcer la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale. Le risque est de se limiter à mieux connaître et à donner une apparente stabilité à ces mêmes pratiques qui sont à la racine du problème : la financiarisation de l'économie ;

C'est bien parce que l'attention des gouvernements, des parlements et des populations de par le monde est actuellement portée sur ces questions, qu'il convient de se lancer maintenant pour réaliser les réformes systémiques, avant que les vieilles pratiques se rétablissent et que les porteurs d'intérêts particuliers réussissent à entraver les forces du changement ;

Engageons le gouvernement, en vue du sommet du G20 qui se tiendra à Pittsburgh aux Etats-Unis, à porter de l'avant et étendre le « Lecce Framework » dans toutes les instances internationales, afin de parvenir à un changement fondamental du système financier et monétaire international sur les principes du nouveau Bretton Woods : la croissance économique devra être basée sur le progrès de l'économie réelle et sur l'amélioration des conditions de vie effectives de tous les peuples du monde plutôt que sur les mécanismes spéculatifs qui sont une source de gains illusoires et nuisibles au bien-être et à la stabilité de la société.

Les sénateurs Peterlini, Pinzger, Thaler Ausserhofer, D'Alia, Fosson, Cintola, Cuffaro, Gai, Adamo.